

## ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

# La situation conjoncturelle au 1<sup>er</sup> trimestre 2026



Taux de chômage

**7,6%**

AU T4 2025

## Sommaire

- 1 Situation de l'emploi salarié et de l'emploi intérimaire **P 2**
- 2 Situation de la demande d'emploi **P 3**
- 3 Entrées et sorties de France Travail **P 4**
- 4 Bénéficiaire du RSA **P 5**
- 5 Offres d'emploi et tensions sur le marché **P 6**
- 6 Taux de chômage / Entrées en formation **P 8**
- 7 Recrutements et DPAE **P 9**
- 8 Démographie des entreprises **P 10**
- 9 Conjoncture nationale **P 11**
- 10 Projections macroéconomiques **P 12**
- 11 Annexe / Glossaire **P 13**

### L'ESSENTIEL

Au quatrième trimestre 2025\*, l'emploi salarié diminue légèrement en Île-de-France (-0,2 %), comme au niveau national (-0,1 %). Sur un an, l'emploi salarié est stable en Île-de-France et en légère baisse au niveau national (-0,2 %). Dans le tertiaire marchand, l'emploi salarié diminue de 0,1 % sur le trimestre. Dans le tertiaire non marchand, il diminue également de 0,3 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A atteint 673 600 en Île-de-France au premier trimestre 2026, en légère baisse trimestrielle (-0,4 %) et en baisse annuelle (-1,3 %). En France métropolitaine, l'évolution est en baisse sur le trimestre (-1,2 %) et sur un an (-2,8 %).

Le volume de bénéficiaires du RSA inscrit à France Travail a beaucoup augmenté avec la mise en place de la « Loi Plein Emploi » en 2025 et atteint 81,3 % de bénéficiaires inscrits à France Travail à fin décembre. Au premier trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en catégorie A augmente de 5,4 % sur le trimestre.

Au premier trimestre 2025, 387 335 offres d'emploi ont été diffusées en Île-de-France par France Travail et ses partenaires. Cela représente une légère baisse sur un trimestre (-0,7 %) et une diminution de 12,2 % sur un an. Au niveau national le volume d'offres diffusées diminue de 5,4 % sur un an. Le domaine avec le plus d'offres confiées à France Travail sur le quatrième trimestre reste « Aide à la vie quotidienne » qui connaît malgré tout une baisse de 16,1 % sur un an, après une baisse annuelle de 21,9 % au trimestre précédent. Globalement, 80 % des offres en Île-de-France concernent des contrats durables, contre 65 % au niveau national.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) de plus d'un mois, hors intérim, sont en baisse au troisième trimestre (-1,2 % après +0,5 % au trimestre précédent). Au niveau national, elles sont également en baisse (-0,8 % sur le trimestre). Ces nouvelles données sont néanmoins à considérer avec prudence, en effet une modification du formulaire des DPAE a entraîné des erreurs déclaratives de la part des entreprises (voir avertissement p.9).

Les créations d'entreprises progressent en Île-de-France à fin décembre 2025 (+3,0 % du cumul 12 mois sur un trimestre), et au niveau national (+2,3 %). Les secteurs du Commerce et de l'Industrie manufacturière sont les plus dynamiques. Parallèlement, les défaillances d'entreprises augmentent à fin décembre 2025 sur un trimestre (+0,1 % du cumul sur douze mois en Île-de-France et +0,4 % au niveau national). Elles concernent pour un cinquième le secteur de l'Industrie.

\* Certaines données ne sont disponibles qu'au quatrième trimestre 2025.

Service Statistiques, Études et Évaluation

## SITUATION DE L'EMPLOI SALARIÉ ET DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE – QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

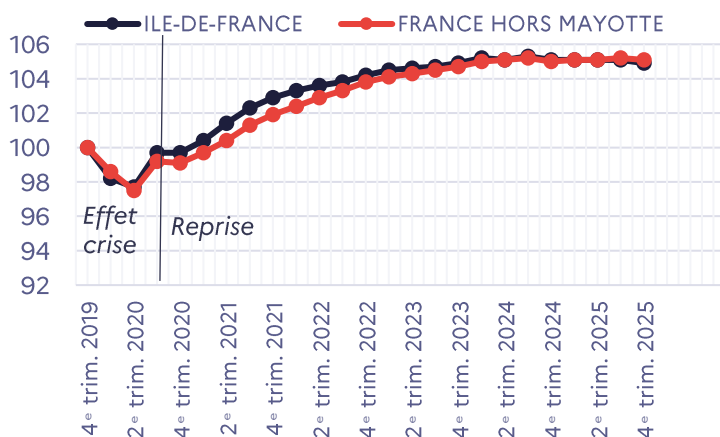
### L'EMPLOI SALARIÉ DIMINUE EN ÎLE-DE-FRANCE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

Au quatrième trimestre 2025, l'emploi salarié en Île-de-France diminue pour atteindre 6 354 300 emplois. La baisse est de 0,2 % sur le trimestre (soit 10 300 emplois en moins), après +0,1 % au trimestre précédent (+8 400 emplois). Au niveau national (hors Mayotte), l'emploi salarié est en légère baisse (-0,1 %), après une stabilité sur le trimestre précédent. Sur un an, il est stable en Île-de-France et en diminution au niveau national (-0,2 %).

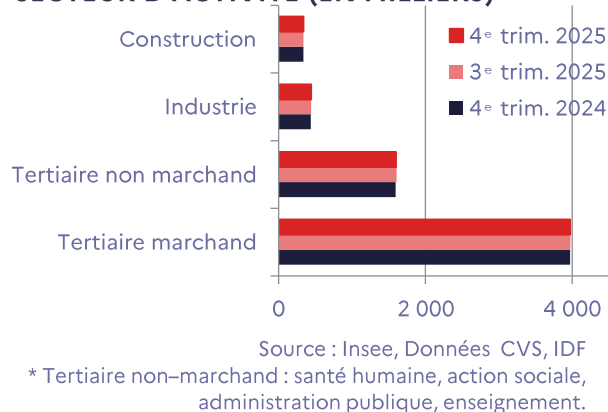
Dans le secteur tertiaire non marchand, l'emploi salarié diminue de 0,3 % sur un trimestre, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. Dans le tertiaire marchand il diminue de 0,1 %, après une baisse similaire au trimestre précédent. Dans la construction, il diminue de 0,3 % après une hausse du même ordre le trimestre précédent. Dans l'industrie, il augmente légèrement de 0,1 % après une hausse de 0,2 % le trimestre précédent. Dans l'agriculture, il augmente de 2,0 % sur un trimestre (+2,3 % le trimestre précédent).

Selon les départements, les évolutions sont hétérogènes. L'emploi salarié diminue sur le trimestre à Paris (-0,4 %, après +0,2 % au trimestre précédent), dans les Yvelines (-0,4 % après -0,1 %), dans le Val-de-Marne (-0,2 % après -0,1 %), dans les Hauts-de-Seine (-0,1 % après +0,1 %) et dans le Val-d'Oise (-0,1 % après +0,5 %). Il est stable en Essonne après une baisse de 0,1 % au trimestre précédent. Enfin, il augmente en Seine-et-Marne (+0,1 % après une hausse similaire au trimestre précédent) et en Seine-Saint-Denis (+0,2 % après +0,5 %).

**GRAPHIQUE 1**  
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ



**GRAPHIQUE 2**  
RÉPARTITION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN MILLIERS)



### LE NOMBRE D'INTÉRIMAIRES POURSUIT SA DIMINUTION AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

Au quatrième trimestre 2025, 113 616 personnes occupent un emploi intérimaire en Île-de-France. Cela représente une baisse de 1,3 % sur le trimestre (soit -1 487 intérimaires), comparable à celle observée au trimestre précédent (-1,4%, soit -1 677 intérimaires au troisième trimestre 2025). Sur un an, l'emploi intérimaire recule de 4,0 % et reste très en deçà de son niveau d'avant crise sanitaire (-14,5 % par rapport au dernier trimestre 2019). Au niveau national, le nombre d'intérimaires est en baisse de 0,2 % sur le trimestre et de 0,7 % sur un an.

Ce trimestre, l'emploi intérimaire se replie dans l'ensemble des secteurs. Dans l'industrie, la baisse ralentit ce trimestre (-0,6 %) après une baisse de 1,4 % au troisième trimestre. Dans la construction, l'emploi intérimaire diminue de 2,9 % après une stabilité au trimestre précédent. Dans le tertiaire, la baisse est de 0,9 % ce trimestre (contre une baisse de 1,9 % au trimestre précédent).

**TABEAU 1 - ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INTÉRIMAIRES PAR SECTEUR**

Île-de-France	Évolution trimestrielle (en %)		Évolution annuelle (en %)	Évolution par rapport au T4 2019 (en %)
	2025T3	2025T4	2025T4	2025T4
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,3</b>	<b>-4,0</b>	<b>-14,5</b>
Industrie	-1,4	-0,6	-3,2	-19,6
Construction	0,0	-2,9	-3,1	-18,6
Tertiaire	-1,9	-0,9	-4,6	-12,0

Source : DARES, France Travail, Données CVS, IDF

## SITUATION DE LA DEMANDE D'EMPLOI – PREMIER TRIMESTRE 2026

### HAUSSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI AU PREMIER TRIMESTRE 2026

En Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne à 673 600 au premier trimestre 2026. Ce nombre diminue de 0,4 % sur un trimestre et de 1,3 % sur un an. En France (hors Mayotte), ce nombre diminue de 1,2 % ce trimestre et de 2,8 % sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 1 073 040 au premier trimestre 2026. Ce nombre est en hausse de 0,2 % sur un trimestre et de 1,3 % sur un an. En France (hors Mayotte), ce nombre diminue de 0,3 % ce trimestre et augmente de 0,1 % sur un an.

Suite à l'entrée en vigueur de la Loi pour le Plein Emploi, l'évolution annuelle de la demande d'emploi continue d'être affectée à la hausse par la réorientation des publics en attente d'orientation vers les autres catégories.

**TABEAU 2 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CATEGORIE**

	1e trim. 2026		Évolution (en %) sur	
	Effectif	Part	un trimestre	un an
<b>Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (cat. A, B, C)</b>	<b>1 073 040</b>	<b>91%</b>	<b>+0,2</b>	<b>+1,3</b>
Cat. A : sans emploi	673 600	57%	-0,4	-1,3
Cat. B : en activité réduite courte	157 620	13%	1,5	+7,7
Cat. C : en activité réduite longue	241 820	20%	0,9	+5,0
<b>Ensemble des inscrits non tenus de rechercher un emploi (cat. D, E)</b>	<b>109 840</b>	<b>9%</b>	<b>-0,1</b>	<b>-2,5</b>
Cat. D : sans emploi (stage, formation, maladie...)	58 260	5%	-0,6	-1,3
Cat. E : en emploi (contrats aidés, création d'entreprise...)	51 580	4%	+0,5	-3,7
<b>Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)</b>	<b>1 182 880</b>	<b>100%</b>	<b>+0,1</b>	<b>+0,9</b>

Source : France Travail-DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

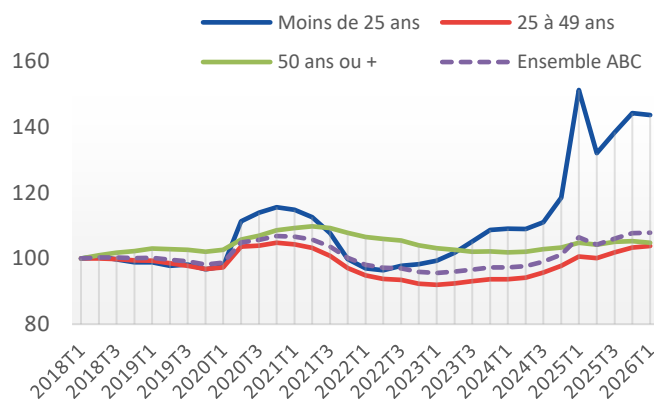
### BAISSE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS CE TRIMESTRE

Au premier trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C en Île-de-France est en légère baisse de 0,4 % pour les moins de 25 ans (-5,0 % sur un an), en hausse de 0,5 % pour les 25 à 49 ans (+3,2 % sur un an) et en baisse de 0,4 % pour les 50 ans ou plus (stable sur un an).

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C depuis un an ou plus augmente de 2,5 % (+11,3 % sur un an). Celui des inscrits depuis moins d'un an diminue, quant à lui, de 1,7 % sur le trimestre (-5,6 % sur un an).

Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est stable ce trimestre pour les hommes (+1,4 % sur un an) et en légère hausse de 0,3 % pour les femmes (+1,2 % sur un an).

### GRAPHIQUE 3 ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (ABC)



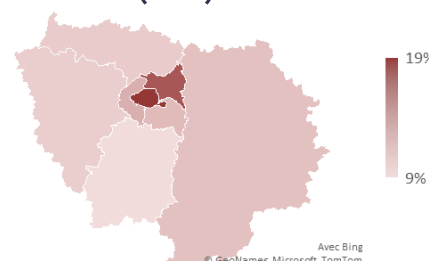
Source : France Travail-DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

### AU MOINS UN DEMANDEUR D'EMPLOI SUR TROIS RÉSIDE À PARIS OU EN SEINE-SAINT-DENIS

En Île-de-France, les demandeurs d'emploi en catégories A, B et C sont plus nombreux à Paris (19 %) et en Seine-Saint-Denis (17 %). Les autres départements représentent chacun de 9 à 12 % des demandeurs franciliens.

Sur un trimestre, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre -1,4 % en Seine-Saint-Denis et +1,1 % dans le Val-de-Marne. Sur un an, elles se situent entre -1,4 % en Seine-Saint-Denis et +4,1 % dans le Val-de-Marne.

### CARTE 1 LA DEMANDE D'EMPLOI (ABC) PAR DÉPARTEMENT



Source : France Travail-DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

## SITUATION DE LA DEMANDE D'EMPLOI – PREMIER TRIMESTRE 2026

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, affecte certaines données, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi.

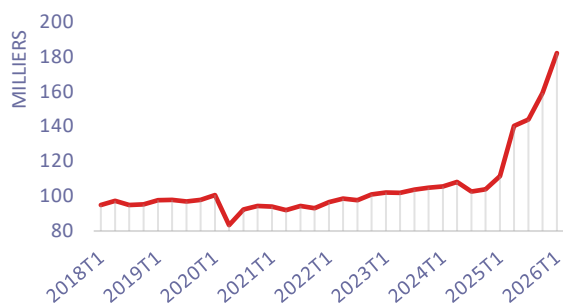
Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent à interpréter avec précaution. En particulier, les sorties pour « défaut d'actualisation » et les entrées pour « autres motifs » sont nettement rehaussées. Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées. Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence.

### HAUSSE DES ENTRÉES DE FRANCE TRAVAIL SUR LE TRIMESTRE

En Île-de-France, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au premier trimestre 2026 augmente de 14,4 % par rapport au trimestre précédent (+63,2 % sur un an).

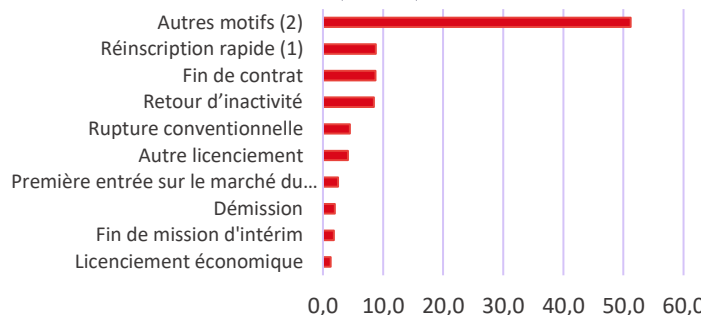
Les entrées pour réinscription rapide (+12,5 %), autre licenciement (+7,6 %), licenciement économique (+7,4 %), fin de mission d'intérim (+5,4 %), retour d'inactivité (+4,3 %), démission (+4,1 %), rupture conventionnelle (+1,1 %), fin de contrat (+0,3 %) augmentent sur le trimestre. Les entrées pour première entrée sur le marché du travail (-19,2 %) et motif indéterminé (-11,3 %) sont quant à elles en baisse.

**GRAPHIQUE 4**  
ÉVOLUTION DES ENTRÉES DES DEMANDEURS D'EMPLOI



Source : France Travail-DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

**GRAPHIQUE 5**  
RÉPARTITION DES MOTIFS (EN %)



(1) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

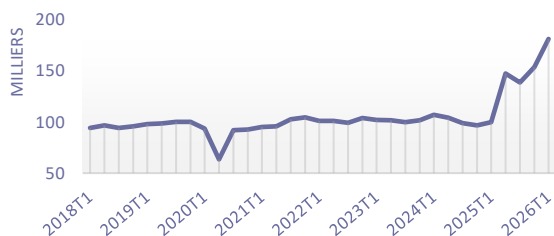
(2) Inscription liée aux publics de la Loi Plein Emploi, fin d'activité non salariée, retour en France ou recherche d'un autre emploi.

### AUGMENTATION DES SORTIES DE FRANCE TRAVAIL SUR LE TRIMESTRE

Le nombre moyen de sorties de catégories A, B, C au premier trimestre 2026 est en hausse de 17,9 % par rapport au trimestre précédent (+81,5 % sur un an).

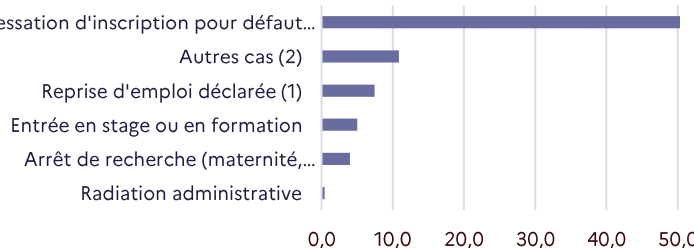
Les sorties pour autres cas (2) (+21,4 %), pour arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite) (+1,8 %), pour reprise d'emploi déclarée (+1,1 %), pour entrée en stage ou en formation (+0,3 %) sont en hausse sur le trimestre.

**GRAPHIQUE 6**  
ÉVOLUTION DES SORTIES DES DEMANDEURS D'EMPLOI



Source : France Travail-DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

**GRAPHIQUE 7**  
RÉPARTITION DES MOTIFS (EN %)



(1) Uniquement celles connus de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

**TABLEAU 3**  
ENTRÉES ET SORTIES DE CATÉGORIES A, B, C

	Nombre moyen au 1e trim. 2026	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)
<b>Île-de-France</b>			
Entrées en catégories A, B, C	181 990	+14,4	+63,2
Sorties en catégories A, B, C	180 830	+17,9	+81,5
<b>France métropolitaine (en milliers)</b>			
Entrées en catégories A, B, C	965 400	+14,3	+62,6
Sorties en catégories A, B, C	961 500	+14,6	+80,7

Source : France Travail-DARES, STMT, traitements DARES (données CVS).

## BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

### LÉGÈRE BAISSÉ DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES DU RSA AU PREMIER TRIMESTRE 2026

En Île-de-France, au premier trimestre 2026, le nombre de bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail (toutes catégories d'inscription confondues) atteint 280 015. Il est en légère baisse de 0,6 % sur un trimestre et en hausse de 4,3 % par rapport au premier trimestre 2025, trimestre de mise en place de l'inscription obligatoire de l'ensemble des bénéficiaires du RSA à France Travail.

En catégorie A, 116 497 demandeurs d'emploi sont allocataires du RSA (+5,4 % sur le trimestre et +2,2 % sur l'année), soit 5 968 demandeurs d'emploi en plus par rapport au quatrième trimestre 2025. En catégorie A, B et C, ce sont 140 913 demandeurs d'emploi qui perçoivent le RSA (+5,0 % sur le trimestre et +4,2 % sur l'année), soit 6 756 demandeurs d'emploi supplémentaires sur le trimestre.

Plus d'un tiers des bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail (35,1 %, soit 98 148 personnes) sont en attente d'orientation (catégorie G). De plus, près de 33 500 bénéficiaires du RSA (contre environ 19 700 au trimestre précédent) relèvent du parcours social (catégorie F) et sont accompagnés par les départements. Ils représentent 67,6 % des inscrits en parcours social.

Les bénéficiaires du RSA représentent 20,0 % de l'ensemble des inscrits à France Travail.

**TABLEAU 4**  
**VOLUME MOYEN DES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES DU RSA, RÉPARTITION PAR CATÉGORIE ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS**

Demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA	1e trimestre 2026		Evolution sur	
	Effectif	Répartition en % par catégorie	un trimestre	un an
en catégorie A	116 497	41,6%	5,4%	2,2%
en catégorie B	15 634	5,6%	7,2%	14,1%
en catégorie C	8 783	3,1%	-3,0%	15,5%
en catégorie D	4 801	1,7%	2,7%	-16,2%
en catégorie E	2 666	1,0%	0,7%	8,5%
en catégorie F	33 488	12,0%	69,6%	1576,9%
en catégorie G	98 148	35,1%	-18,5%	-20,2%
en catégories ABC	140 913	50,3%	5,0%	4,2%
en catégories ABCDE	148 380	53,0%	4,9%	3,4%
dans l'ensemble de la DEFM	280 016	100,0%	-0,6%	4,3%

Source : France Travail, STMT, données brutes, IDF

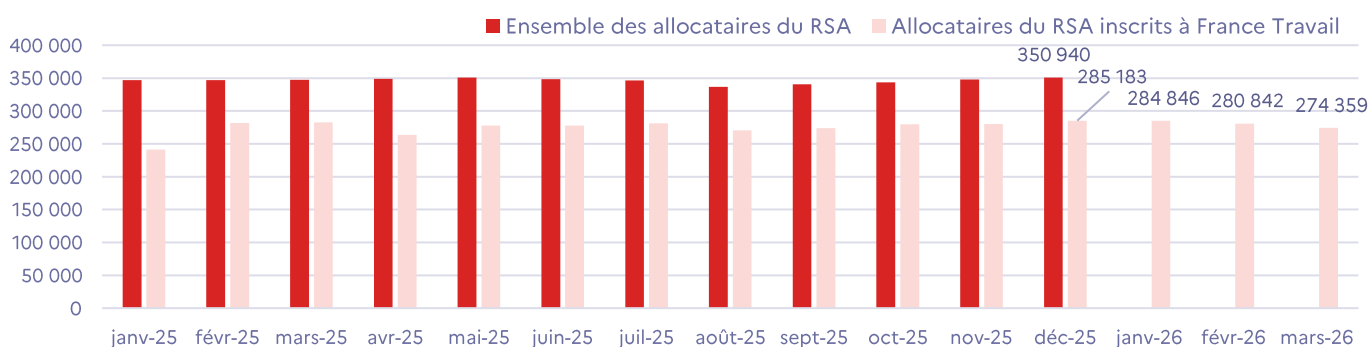
### PARTI DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA, LA PART D'INSCRITS À FRANCE TRAVAIL SE MAINTIENT AUTOUR DE 80 %

En Île-de-France, le nombre total de bénéficiaires du RSA s'élève à 350 940 personnes à fin décembre 2025 (+3,1 % sur un trimestre et +0,8 % sur l'année), soit environ 2 770 allocataires de plus qu'au même mois l'année précédente.

Après la mise en œuvre de l'inscription obligatoire des bénéficiaires du RSA et, par conséquent, la forte augmentation de leurs inscriptions à France Travail au premier trimestre 2025, la part des bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail à fin décembre 2025 augmente légèrement sur un trimestre et atteint 81,3 % (80,4 % à fin juin 2025).

Au niveau de la France entière, le volume de l'ensemble des allocataires du RSA atteint 1 843 400 à la fin du quatrième trimestre 2025, soit une légère augmentation sur un an (+0,2 %).

**GRAPHIQUE 8**  
**ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA EN ÎLE-DE-FRANCE SUR UN AN**



Source : DREES, données provisoires sur les quatre derniers mois ; France Travail, STMT, données brutes, IDF

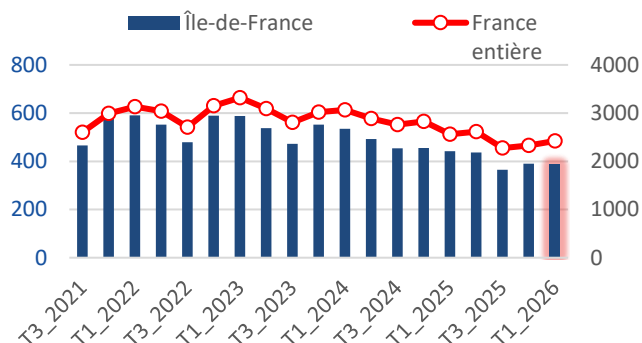
LÉGÈRE BAISSÉ DU NOMBRE D'OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES EN ÎLE-DE-FRANCE

Le nombre d'offres d'emploi diffusées en Île-de-France est en légère baisse (-0,7 %) au premier trimestre 2026 avec 387 335 offres. À l'échelle nationale, le volume d'offres diffusées est en hausse (+4,0 %).

Sur un an, le volume d'offres d'emploi en Île-de-France est en baisse avec une diminution de 12,2 % (-17,4 % sur un an au trimestre précédent) contre une baisse de 5,4 % à l'échelle nationale (-16,5 % sur un an au trimestre précédent). Par rapport au quatrième trimestre 2019 (période d'avant crise sanitaire) le nombre d'offres d'emploi franciliennes est en baisse de 25,2 %, tandis qu'au niveau national, le volume d'offres augmente de 13,2 %.

Ce trimestre, parmi les offres d'emploi diffusées en Île-de-France, 24,8 % sont confiées à France Travail (cette part est de 32,6 % au national).

GRAPHIQUE 9  
ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES (EN MILLIERS)



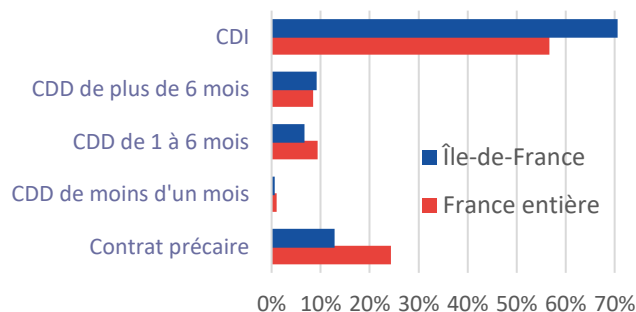
Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes

UNE PLUS GRANDE PART D'OFFRES DURABLES EN ÎLE-DE-FRANCE QU'AU NIVEAU NATIONAL

Parmi les offres d'emploi diffusées en Île-de-France ce trimestre, 80 % concernent des contrats durables, avec 71 % de CDI. À l'échelle nationale, cette proportion est de 65 %, dont 57 % de CDI.

Le volume de CDI parmi les offres d'emploi diminue ce trimestre encore avec -15,4 % sur un an en Île-de-France, contre -14,0 % au niveau national. Le nombre de CDD de plus de 6 mois continue de diminuer en Île-de-France, avec une diminution de 20,9 % sur un an contre 14,0 % pour la France entière. Le volume de CDD de moins d'un mois continue également de diminuer (-21,2 % en Île-de-France contre -8,1 % au niveau national). La baisse du nombre de contrats de 1 à 6 mois est plus limitée (-0,5 % en Île-de-France et en légère augmentation de 2,5 % au niveau national).

GRAPHIQUE 10  
ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES (EN MILLIERS)



Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes

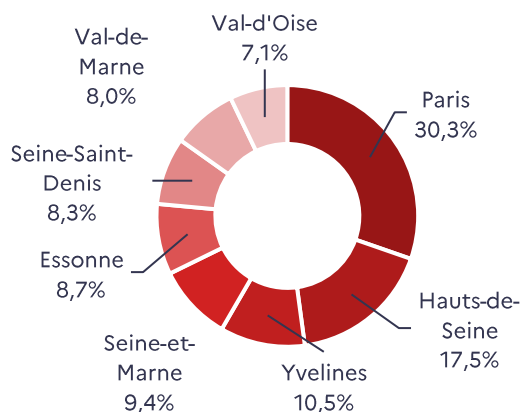
LES ÉTABLISSEMENTS PARISIENS DIFFUSENT PLUS D'UN QUART DES OFFRES D'EMPLOI EN ÎLE-DE-FRANCE

Au premier trimestre 2026, près de la moitié des offres d'emploi diffusées en Île-de-France proviennent d'établissements situés à Paris (30,3%) et dans les Hauts-de-Seine (17,5%).

L'évolution des offres d'emploi sur un an montre une tendance à la baisse dans tous les départements, notamment dans les Hauts-de-Seine avec une baisse de 14,1 % et à Paris avec une baisse de 7,0 %. Dans le Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis et dans les Yvelines, la baisse est de respectivement 15,1 %, 15,7 % et 11,8 %. Le Val-d'Oise affiche une baisse des offres d'emploi sur un an de -33,4 %.

Ce trimestre, le nombre d'offres d'emploi publiées est au-dessus du niveau enregistré au quatrième trimestre 2019 pour le Val-d'Oise (+5,3 %) et pour la Seine-et-Marne (+8,3 %). Il est au contraire en-dessous pour les autres départements, notamment Paris (-42,8 %) et les Hauts-de-Seine (-28,8 %).

GRAPHIQUE 11  
RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT DES OFFRES DIFFUSÉES



Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes, IDF

## OFFRES D'EMPLOI ET TENSIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL – PREMIER TRIMESTRE 2026

### LES MÉTIERS LES PLUS RECHERCHÉS DANS LES OFFRES D'EMPLOI CONFIÉES À FRANCE TRAVAIL

Au premier trimestre 2026, France Travail a enregistré 96 011 offres d'emploi en Île-de-France sur un total de 387 335 offres diffusées, marquant une hausse de 3,9 % par rapport au trimestre précédent et une baisse de 10,0 % par rapport à l'année précédente. Près de la moitié de ces offres d'emploi sont réparties entre trois grands domaines de métiers : « Service à la personne et à la collectivité » (20,1 %), « Commerce, Vente et Grande distribution » (12,8 %) et « Support à l'entreprise » (12,6 %).

Par domaine professionnel, l' « Aide à la vie quotidienne » reste en tête des domaines les plus recherchés par les employeurs franciliens au premier trimestre 2026 avec près de 7 000 offres, dont 91,8 % de contrats durables. Par rapport au premier trimestre 2025, 1 344 offres d'emploi de moins ont été recensées dans ce domaine, soit une baisse de 16,1 %. Dans ce domaine, le métier avec le plus d'offres est « Employé familial / Employée familiale » et correspond à 13,4 % des offres du domaine.

TABLEAU 5 : LES 15 DOMAINES PROFESSIONNELS LES PLUS RECHERCHÉS PAR LES ENTREPRISES	Nombre d'offres au T1_2026	Evolution annuelle		Evolution trimestrielle
		en volume	en %	
Aide à la vie quotidienne	6 980	-1 344	-16,1%	3,5%
Production culinaire	5 010	322	6,9%	1,4%
Equipements de production, équipements collectifs	4 418	3	0,1%	18,0%
Secrétariat et assistance	4 056	-859	-17,5%	1,3%
Force de vente	3 987	-2 154	-35,1%	-1,2%
Personnel de conduite du transport routier	3 577	311	9,5%	11,7%
Magasinage, manutention des charges et déménagement	3 223	-682	-17,5%	-6,0%
Commerce non alimentaire et de prestations de confort	3 091	-554	-15,2%	-10,2%
Second oeuvre	2 866	163	6,0%	5,0%
Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle	2 809	-180	-6,0%	9,7%
Formation initiale et continue	2 766	-670	-19,5%	-22,0%
Comptabilité et gestion	2 555	-360	-12,3%	8,8%
Véhicules, engins, aéronefs	2 449	19	0,8%	14,7%
Grande distribution	2 375	-29	-1,2%	-1,1%
Commerce alimentaire et métiers de bouche	2 343	-100	-4,1%	-14,4%

Source : France Travail, Offres d'emploi collectées ; Données brutes, IDF

La « Production culinaire » se place au second rang avec 5 010 offres d'emploi (dont 78,6 % d'offres durables). Le domaine observe une légère augmentation sur un an (+ 6,9 %, soit 322 offres en plus).

Le domaine de la sécurité qui, depuis les Jeux Olympiques et Paralympiques, restait dans les 15 domaines avec le plus d'offres, reste à la seizième place ce trimestre avec 2 222 offres.

Parmi les 15 domaines professionnels avec le plus d'offres confiées à France Travail, le ratio nouvelles offres/nouveaux demandeurs est le plus élevé pour les domaines de l' « Equipements de production, équipements collectifs », et de l' « Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle ». Au global, la tension mesurée par le ratio offre et demande, est en diminution sur un an. Cette diminution de la tension, est le fruit d'un double mécanisme de diminution du nombre d'offres enregistrées ainsi que de l'augmentation de la demande d'emploi sur la quasi-totalité des domaines.

TABLEAU 6 : LES 15 DOMAINES PROFESSIONNELS LES PLUS RECHERCHÉS PAR LES ENTREPRISES (PART DES OFFRES DURABLES)	Les offres durables		Ratio de tension sur une année glissante (OEE/DEE)	
	Part	Evolution sur un an (en point)	sept-24	sept-25
Aide à la vie quotidienne	91,8%	+0,8	0,4	0,3
Production culinaire	78,6%	-3,2	0,3	0,3
Equipements de production, équipements collectifs	80,9%	+1,8	1,1	0,7
Secrétariat et assistance	62,5%	-2,9	0,3	0,2
Force de vente	82,3%	-3,8	0,5	0,4
Personnel de conduite du transport routier	80,8%	-0,2	0,2	0,2
Magasinage, manutention des charges et déménagement	52,5%	+0,3	0,2	0,1
Commerce non alimentaire et de prestations de confort	71,9%	-6,4	0,2	0,2
Second oeuvre	61,2%	-7,5	0,3	0,2
Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle	81,3%	-4,0	1,0	0,8
Formation initiale et continue	46,5%	+0,0	0,4	0,4
Comptabilité et gestion	78,1%	-2,2	0,4	0,3
Véhicules, engins, aéronefs	82,5%	-3,6	1,0	0,7
Grande distribution	81,8%	+0,9	0,2	0,1
Commerce alimentaire et métiers de bouche	72,9%	+3,8	0,5	0,4

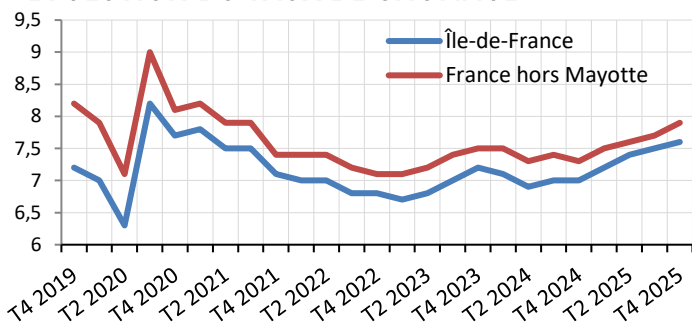
Source : France Travail, Offres d'emploi collectées ; Données brutes, IDF

**LE TAUX DE CHÔMAGE POURSUIT SA HAUSSE EN ÎLE-DE-FRANCE CE TRIMESTRE**

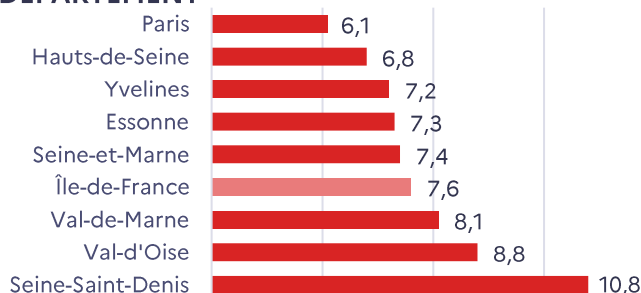
Après une augmentation de 0,2 point de pourcentage chaque trimestre en 2025, le taux de chômage en Île-de-France poursuit sa hausse de 0,1 point de pourcentage au quatrième trimestre. Il s'établit à 7,6 % de la population active, son niveau le plus élevé sur la période depuis le troisième trimestre 2021. Il demeure inférieur au taux national (France hors Mayotte) qui augmente de 0,2 point ce trimestre et atteint 7,9 % au quatrième trimestre 2025.

Le taux de chômage est en hausse dans la quasi-totalité des départements franciliens. Elle est plus marquée dans l'Essonne (7,3 % de taux de chômage) avec une hausse de 0,3 point de pourcentage sur le trimestre. Dans le Val-d'Oise (8,8 %), le Val-de-Marne (8,1 %) et la Seine-et-Marne (7,4 %), le taux de chômage augmente de 0,2 point. Dans les Yvelines (7,2 %) et les Hauts-de-Seine (6,8 %), la hausse est moins forte (+0,1 point). Quant à Paris et à la Seine-Saint-Denis le taux de chômage se stabilise au quatrième trimestre 2025.

**GRAPHIQUE 12**  
**ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE**



**GRAPHIQUE 13**  
**TAUX DE CHÔMAGE (EN %) PAR DÉPARTEMENT**



Source : Insee Conjoncture, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

**LA FORMATION COMME MOYEN D'ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS PROFESSIONNELLES (JANVIER-FÉVRIER 2026)**

De janvier à février 2026, le nombre cumulé d'entrées en formation en Île-de-France a augmenté de 19,4 % par rapport à la même période de l'année précédente (+4,8 % au niveau national). Parmi ces demandeurs d'emploi en formation, 21,6 % sont des jeunes (cette part est de 23,5 % au niveau national), 14,1 % sont âgés de 50 ou plus (15,7 % au national) et 15,3 % sont des demandeurs d'emploi de longue durée (13,9 % au niveau national). Au total ce sont 43,8 % des entrées en formation qui concernent des publics prioritaires (48,5 % au niveau national).

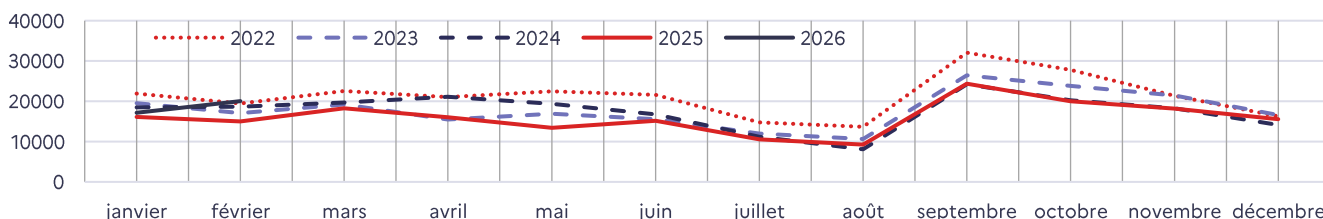
Plus de la moitié des formations sont réalisées dans les champs de formation « Transport », « Développement professionnel et personnel » et « Langues » avec des parts respectives de 39,9 %, 8,4 % et 7,4 %. Dans le « Transport », 64,4 % des formations relèvent de la « Conduite Auto ». Au sein du « Développement Professionnel Et Personnel », quatre formations concentrent près de huit entrées en formations sur dix : l'« Accompagnement vers l'emploi » (25,6 %), le « Bilan professionnel » (23,6 %), la « Bureautique » (15,0 %) et la « Mise à niveau » (14,8 %).

**TABLEAU 7**  
**LES ENTRÉES EN FORMATION\***

	De janvier à février 2026						
	Volume	Evolution sur un an	Part entrées PIC	Part entrées DELD	Part entrées jeunes	Part entrées seniors	Part entrées BOETH
<b>Île-de-France</b>	37 193	19,4%	43,8%	15,3%	21,6%	14,1%	4,1%
<b>France entière</b>	170 954	4,8%	48,5%	13,9%	23,5%	15,7%	7,3%

\* Tous financeurs (y compris CPF autonome)

**GRAPHIQUE 14**  
**ÉVOLUTION MENSUELLE DES ENTRÉES EN FORMATION EN ÎLE-DE-FRANCE**



Source : France Travail, Données brutes

## RALENTISSEMENT DE LA REPRISE D'EMPLOI (TAE)

Parmi les demandeurs d'emploi franciliens accompagnés par France Travail et inscrits en catégories A ou B au deuxième trimestre 2025, 34,4 % ont retrouvé un emploi d'un mois ou plus dans les six mois suivants. Ce taux est en baisse de 0,1 point par rapport au premier trimestre 2025, après une hausse de 1,6 point au trimestre précédent. Ce taux est également en hausse de 0,7 point par rapport à l'année précédente. À l'échelle nationale, le taux de retour à l'emploi se situe à 37,5 %. Il est en baisse par rapport au trimestre précédent (-1,6 point) et en hausse sur un an (+1 point).

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories A ou B diminue de 7,5 % par rapport au trimestre précédent en Île-de-France et de 9,9 % au niveau de la France entière (données brutes). Sur un an, ce nombre est en hausse de 7,5 % au niveau de la région et de 4,8 % au niveau national (données brutes).

**GRAPHIQUE 15**  
LES REPRISES D'EMPLOI DANS LES 6 MOIS\*



\*Taux de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B

Source : France Travail, Données brutes, IDF

## SUSPENSION DE PUBLICATION DES DONNÉES DE DÉCLARATION PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE) À PARTIR DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

### AVERTISSEMENT (19/11/2025) : SUSPENSION DE LA MISE À JOUR DES JEUX DE DONNÉES SUR LES DÉCLARATIONS D'EMBAUCHE PAR L'URSSAF

De récentes analyses menées par l'URSSAF montrent que des modifications intervenues fin mars 2025 sur le formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont conduit depuis à des erreurs déclaratives sur le type de contrat renseigné par les entreprises déclarantes. Ces erreurs, dont l'ampleur reste à évaluer, sont de nature à altérer les séries par type de contrat (CDI/CDD) ainsi que le champ des déclarations d'embauche de plus d'un mois habituellement suivi dans ce Baromètre. Ainsi, en l'attente d'investigations complémentaires et de mesures correctives permettant de garantir la fiabilité des données, la publication des séries de déclarations d'embauches est suspendue. En outre, il convient de considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période avril 2025-septembre 2025.

En raison de l'indisponibilité des données au quatrième trimestre 2025, les données présentées correspondent au troisième trimestre 2025 :

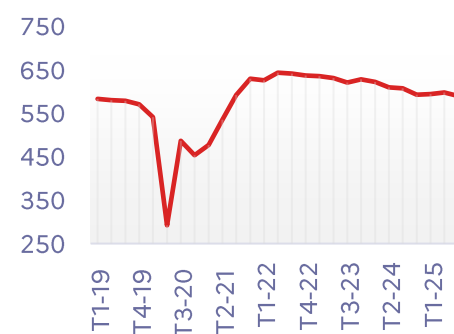
Au troisième trimestre 2025, la région Île-de-France recense 590 114 déclarations d'embauche (DPAE) de plus d'un mois, hors intérim. Le nombre de DPAE de plus d'un mois est en baisse au troisième trimestre (-1,2 %, soit 7 453 DPAE en moins par rapport au trimestre précédent). Sur un an, ce nombre est en baisse de 2,9 %. À l'échelle nationale, il est également en baisse (-0,8 % sur le trimestre et -1,2 % sur l'année).

Le volume de DPAE en Île-de-France diminue sur les contrats durables (-0,6 % de CDI sur un trimestre après une hausse de 2,9 % au trimestre précédent). Les CDD de plus d'un mois connaissent une diminution de 2,4 % (après une diminution de 3,2 % le trimestre précédent). Le volume de CDD de moins d'un mois augmente (+0,9 %, après une hausse de 0,2 %). Au total, le volume de l'ensemble des déclarations d'embauche (moins d'un mois inclus, hors intérim), augmente de 0,3 % sur un trimestre, soit 6 045 déclarations en plus.

Le niveau de déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim se maintient à un niveau élevé, supérieur de 3,4 % à celui du dernier trimestre 2019, avant la crise sanitaire (+6,7 % au niveau national). L'Île-de-France maintient une part stable des embauches nationales, représentant plus d'un quart des déclarations.

Au deuxième trimestre 2025, les secteurs « Hébergement et restauration », « Activités de services administratifs et de soutien » et « Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles » comptabilisaient le plus de recrutements de plus d'un mois hors intérim en Île-de-France. Parmi eux, seul le secteur des « Activités de services administratifs et de soutien » affichait une hausse des DPAE sur un an (+4,7 %). Ces données n'ont pas été rendues disponibles pour le troisième trimestre 2025 à date.

**GRAPHIQUE 16**  
ÉVOLUTION DES DPAE DE PLUS D'UN MOIS HORS INTÉRIM (EN MILLIERS)



Source : Urssaf, Données CVS, IDF

LE NOMBRE CUMULÉ DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES SUR DOUZE MOIS PROGRESSE CE TRIMESTRE

Entre janvier et décembre 2025, 333 452 entreprises ont été créées en Île-de-France. Ce cumul sur douze mois est en hausse (+3,0 %) par rapport à la fin du trimestre précédent. Il augmente de 3,7 % par rapport à l'année précédente en Île-de-France et augmente de 4,9 % au niveau national.

A fin décembre 2025 le nombre cumulé de créations d'entreprises sur douze mois est en hausse dans les secteurs du Commerce, transports, hébergement et restauration (+2,4 %) et de l'Industrie (+6,3 %) par rapport au cumul à fin septembre 2025. Ces augmentations sont principalement portées par les créations dans le secteur du Commerce (+4,3 %) et dans le secteur de l'Industrie manufacturière (+8,6 %). Dans le secteur de la Construction, le nombre de créations augmente également (+2,9 %) ainsi que dans le secteur des Services (+3,2 %).

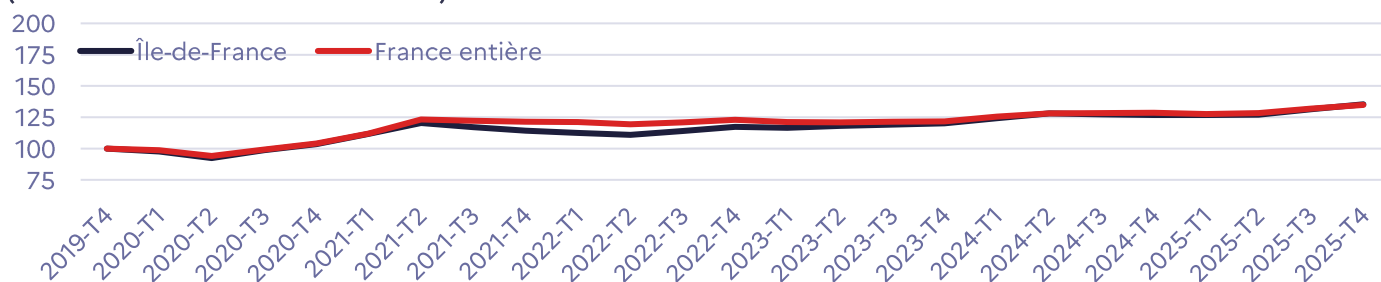
La part des entreprises individuelles, y compris micro-entreprises, dans les entreprises créées reste quasi-stable (+0,1 point par rapport au trimestre précédent), à savoir 68,4 % du total des entreprises créées sur douze mois à fin décembre 2025.

**TABLEAU 9**  
NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES CUMULÉ SUR UNE ANNÉE GLISSANTE, Y COMPRIS MICRO-ENTREPRENEURS (EN FIN DE TRIMESTRE)

	Volumes			Variations du cumul annuel (en %)	
	2024-T4	2025-T3	2025-T4	trimestrielle	annuelle
	Île-de-France	312 543	323 713	333 452	3,0
France entière	1 111 238	1 139 914	1 165 795	2,3	4,9

Source : Insee Conjoncture, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements–Sirene) ; Données brutes \* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

**GRAPHIQUE 17**  
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES SUR UN AN (INDICE BASE 100 AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2019)



Source : Insee Conjoncture, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements–Sirene) ; Données brutes \* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

À LA FIN DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025, L'AUGMENTATION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES RALENTIT À NOUVEAU

Entre janvier et décembre 2025, le nombre cumulé annuel de défaillances d'entreprises sur douze mois continue d'augmenter en Île-de-France (+2,5 % sur un an) mais moins rapidement qu'à la période précédente (+5,9 % sur un an à fin septembre 2025). Au niveau national, ce nombre augmente de 3,6 % (+6,1 % à fin septembre 2025).

Plus d'un cinquième des défaillances concerne le secteur de la construction qui sont en baisse plus soutenue ce trimestre (-7,5 % en décembre 2025, après -3,6 % en septembre 2025 – évolution du cumul des 12 mois glissants sur un an). Les défaillances augmentent en revanche de manière soutenue dans les secteurs du Transport et entreposage (+14,8 %) et de l'Enseignement, santé humaine, action sociale et service aux ménages (+14,8 %).

La progression des défaillances ralentit et s'inscrit dans un contexte de fort dynamisme de créations d'entreprises à la suite de la crise sanitaire et après un fort ralentissement des défaillances pendant la période covid (2020-2021).

**TABLEAU 10**  
NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES CUMULÉ SUR UNE ANNÉE GLISSANTE (EN FIN DE TRIMESTRE)

	Volumes*			Glissement du cumul annuel (en %)	
	2024-T4	2025-T3	2025-T4	trimestrielle	annuelle
	Île-de-France	15 777	15 993	16 164	1,1
France entière	66 208	68 306	68 605	0,4	3,6

Source : Fiben, Banque de France ; Données brutes \* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

## CONJONCTURE NATIONALE

### LE PIB MARQUE LE PAS AU PREMIER TRIMESTRE 2026 (+0,0 % APRÈS +0,2 %)

Le produit intérieur brut (PIB) en volume\* marque le pas au premier trimestre 2026 : il se stabilise (+0,0 %), après une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre 2025.

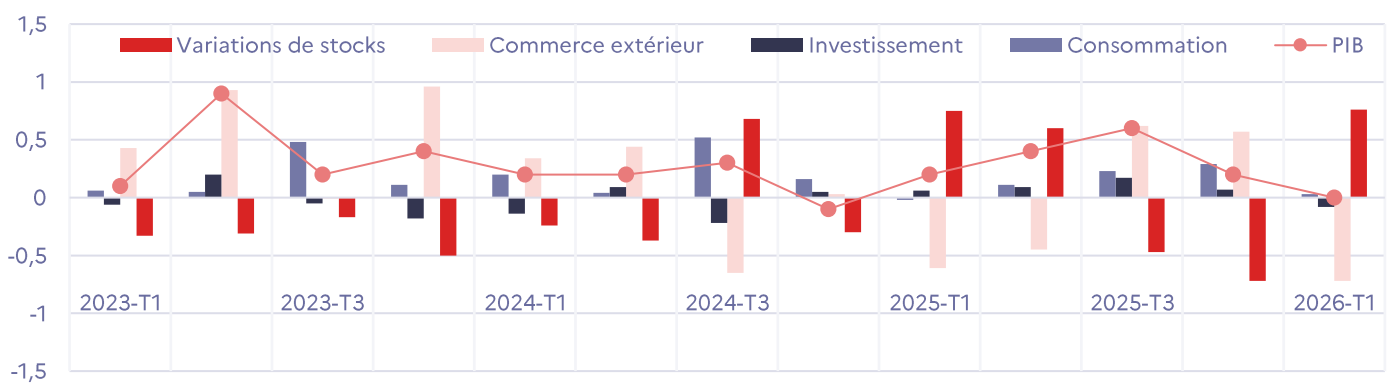
La demande intérieure finale (hors stocks) est atone : la consommation des ménages recule légèrement (-0,1 % après +0,4 %) et la formation brute de capital fixe se replie (-0,4 % après +0,3 %). Au total, la contribution de la demande intérieure (hors stocks) à la croissance du PIB est nulle ce trimestre, après +0,4 point au quatrième trimestre 2025.

La contribution du commerce extérieur à la croissance est fortement négative ce trimestre (-0,7 point après +0,6 point) : les exportations se replient franchement (-3,8 % après +0,8 %), tandis que les importations reculent de nouveau (-1,7 % après -0,8 %).

Enfin, la contribution des variations de stocks à l'évolution du PIB est fortement positive ce trimestre : +0,8 point après -0,7 point au quatrième trimestre 2025.

Source : Insee, Informations rapides n°106 – Avril 2026

#### GRAPHIQUE 18 LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET SES COMPOSANTES



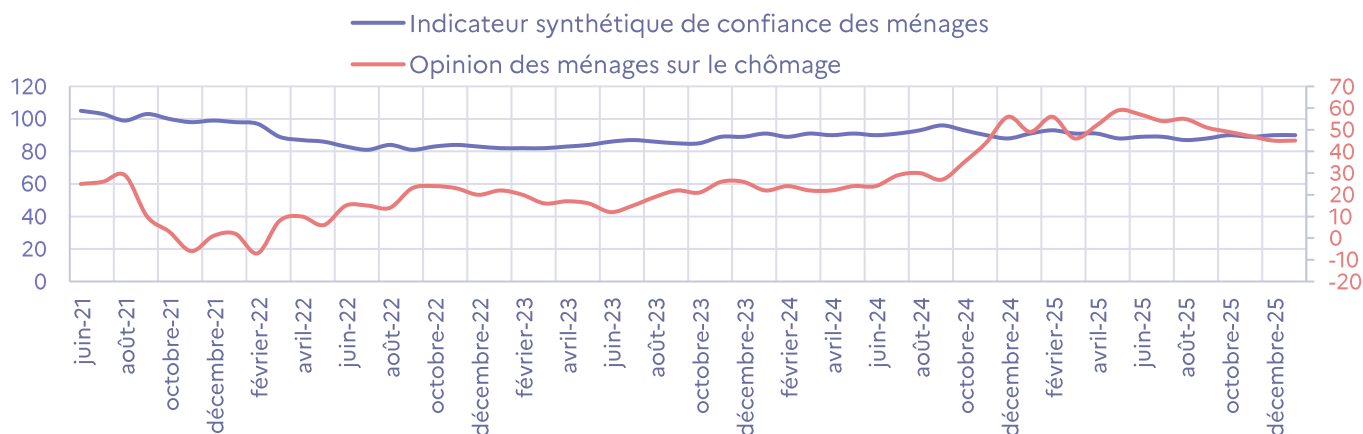
Variations trimestrielles en % pour le PIB et contributions en points des composantes  
Source : Insee (CVS-CJO),

### EN AVRIL 2026, LA CONFIANCE DES MÉNAGES SE DÉGRADE

En avril 2026, la confiance des ménages se dégrade fortement. À un niveau de 84, l'indicateur qui la synthétise baisse de cinq points, la plus forte baisse depuis mars 2022 et le début de la guerre en Ukraine. Il s'éloigne plus encore de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025).

En avril 2026, les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage repartent à la hausse. Le solde correspondant gagne sept points et demeure bien au-dessus de sa moyenne de longue période (33 entre janvier 1987 et décembre 2025).

#### GRAPHIQUE 19 OPINION DES MÉNAGES : INDICATEUR SYNTHÉTIQUE ET SOLDE D'OPINION SUR LE CHÔMAGE



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages

## PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES

### TENDANCES RÉGIONALES – MARS 2026

En mars, l'activité économique francilienne évolue de manière contrastée selon les secteurs, en lien notamment avec le contexte géopolitique incertain.

L'activité industrielle se redresse, portée par les matériels de transport, en particulier par la production automobile qui bénéficie d'un effet de rattrapage lié notamment au nombre de jours travaillés. À l'inverse, les équipements électriques et électroniques reculent, pénalisés par la prudence des clients face à la hausse marquée des prix des matières premières clés du segment.

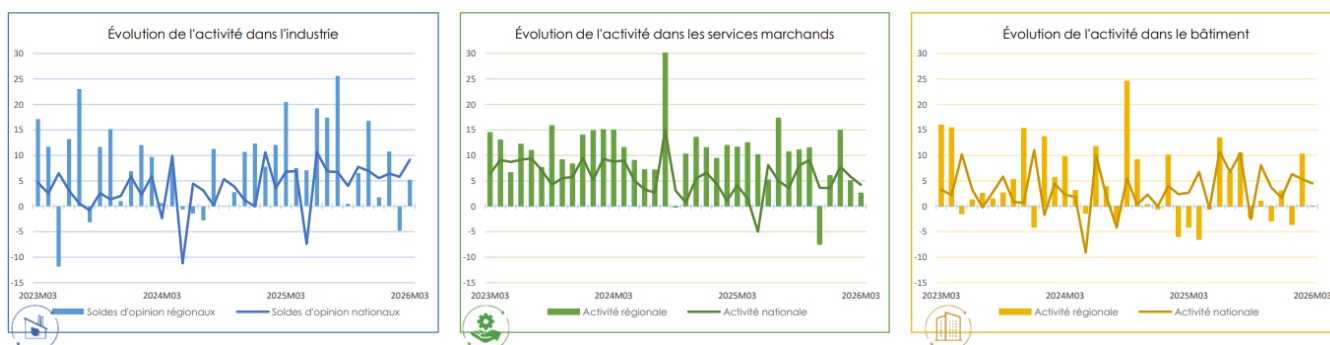
Les services marchands affichent une activité stable dans la plupart des segments, dans un climat jugé morose. L'hôtellerie est pénalisée par le conflit au Moyen-Orient, tandis que le secteur des transports se montre pour l'instant résilient face à la hausse des prix des carburants. L'édition et le nettoyage demeurent dynamiques, portés par la saisonnalité et une demande soutenue. Les prix sont globalement stables mais la trésorerie constitue un point de vigilance pour plusieurs segments.

Dans le bâtiment, l'activité marque le pas. Le second œuvre reste relativement porteur, tandis que le gros œuvre recule de nouveau, freiné par des contraintes opérationnelles. L'activité dans les travaux publics recule au premier trimestre, pénalisée par la saisonnalité et des conditions climatiques défavorables.

L'attentisme de la période électorale continue de freiner le secteur dans son ensemble. Les carnets de commandes restent dégradés et les prix des devis demeurent sous pression. Pour avril, les anticipations restent prudentes dans les trois secteurs, avec des perspectives plus favorables dans le bâtiment.

Source : Banque de France, TENDANCES RÉGIONALES – Mars 2026

#### GRAPHIQUE 20 ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ



### PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES POUR LA FRANCE ÉTABLIES PAR LA BANQUE DE FRANCE – MARS 2026

Ces projections intermédiaires ont été finalisées dans un contexte particulièrement incertain à la suite du déclenchement du conflit au Moyen-Orient le 28 février dernier. Nous présentons donc plusieurs scénarios cohérents avec ceux de l'Eurosystème. Le scénario de base s'appuie sur les hypothèses tirées des marchés à terme au 11 mars 2026 ; la flambée des prix des hydrocarbures ne serait que temporaire, ce qui correspondrait à une résolution relativement rapide du conflit. Depuis cette date, la situation géopolitique demeure très instable et les prix de l'énergie ont augmenté, tout en étant extrêmement volatils. Nous présentons donc deux scénarios plus défavorables, avec des hausses plus fortes et plus durables de prix des hydrocarbures.

Dans le scénario de base, la croissance du PIB est prévue à 0,9 % en 2026, révisée en légère baisse par rapport à nos projections de décembre. L'activité s'est avérée plus résiliente qu'attendu fin 2025, et devrait également l'être au premier trimestre 2026 sur la base des dernières enquêtes conjoncturelles disponibles, mais la hausse des prix de l'énergie et la détérioration du contexte géopolitique pèseraient ensuite sur l'économie française. La croissance serait de 0,8 % en 2027, mais repartirait à la hausse en 2028, à 1,2 %, tirée par un rebond des exportations et de la demande intérieure privée. En 2027 et en 2028, cette demande intérieure serait portée par la consommation des ménages, soutenue par le pouvoir d'achat de la masse salariale et par la reprise de l'investissement des entreprises.

Toujours dans ce scénario de base, après 0,9 % en moyenne annuelle en 2025, l'inflation augmenterait en 2026 à 1,7 %, sous l'effet des prix de l'énergie. Elle baisserait temporairement en 2027, à 1,4 %, dans un contexte de détente des prix de l'énergie. Elle remonterait à 1,6 % en 2028, du fait notamment de l'inflation dans les services.

Dans les deux scénarios défavorables – mais sans intégrer une réaction adaptée de la politique monétaire –, l'inflation IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) serait nettement révisée à la hausse en 2026 : elle atteindrait 3,3 % dans le scénario le plus défavorable. La croissance annuelle du PIB en 2026 serait plus faible, mais resterait positive. Une normalisation de l'inflation et une reprise de la croissance s'amorceraient en 2027, quoique plus lentement dans le scénario très défavorable, et se confirmeraient en 2028.

Source : Banque de France, PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES – Mars 2026

## SYNTHÈSE CHIFFRES CLÉS EN ÎLE-DE-FRANCE

-0,2

0,0

# 6 354 300

Emploi salarié

au T4 2025

-1,3

-4,0

# 113 616

Nombre  
d'intérimaires

au T4 2025

-0,4

-1,3

# 673 600

DEFM (cat A / données  
CVS)

au T1 2025

+0,2

+1,3

# 1 073 040

DEFM (cat ABC /  
données CVS)

au T1 2025

+14,4

+63,2

# 181 990

Nombre moyen  
d'entrées en cat ABC

au T1 2025

+17,9

+81,5

# 180 830

Nombre moyen de  
sorties de cat ABC

au T1 2025

-0,7

-12,2

# 387 335

Nombre d'offres d'emploi  
diffusées par France Travail  
et ses Partenaires

au T1 2025

# Indisponible

Nombre de DPAE de plus  
d'un mois hors intérim

au T4 2025

+19,4

# 37 193

Nombre d'entrée en  
formation

De janvier à février 2026

+3,0

+6,7

# 333 452

Nombre de créations  
d'entreprises sur un an

au T4 2025

+1,1

+2,5

# 16 164

Nombre de défaillances  
d'entreprises sur un an

au T4 2025

Evolution trimestrielle en %

Evolution annuelle en %

**Justine Aubry, Emma Faure**

Direction de la Performance, Service statistiques

## GLOSSAIRE

### LA STATISTIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La Statistique du marché du travail (STMT) est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné.

### DEMANDEURS D'EMPLOI : DÉFINITION ET DIFFÉRENCE AVEC LE CHÔMAGE AU SENS DU BIT

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à France Travail. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la DARES et France Travail présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de 78 heures ou moins dans le mois

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de plus de 78 heures dans le mois

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (formation, maladie...), sans emploi

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (contrats aidés, créateurs d'entreprise...)

Catégorie F : demandeurs d'emploi orientés en parcours social

Catégorie G : demandeurs d'emploi en attente d'orientation

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

### MÉTHODOLOGIE DES ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES D'EMPLOI

Les Estimations trimestrielles d'emploi sont élaborées sur l'ensemble de l'emploi salarié (privé et public) et sur le champ de la France hors Mayotte. Elles mobilisent les données issues des déclarations sociales des employeurs centralisées par l'Acoss pour l'emploi hors intérim du secteur privé et pour l'emploi des fonctions publiques territoriale et hospitalière. Le traitement de l'intérim est assuré par la DARES. Les données de la fonction publique de l'État sont obtenues à partir des bulletins de paye des agents de l'État. Les données relatives à l'agriculture proviennent de la Mutualité sociale agricole. Sur la période non couverte par les estimations annuelles définitives, les Estimations trimestrielles d'emploi sont établies en supposant la poursuite des tendances de comportements de multi-activité.

### NOMBRE D'INTÉRIMAIRES EN FIN DE TRIMESTRE

Nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Cette mesure du nombre d'intérimaires se fait sur 5 jours ouvrés en fin de trimestre. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur et par région de l'établissement utilisateur.

### L'ENQUÊTE BESOIN DE MAIN D'OEUVRE BMO

Enquête annuelle réalisée depuis 2002 par France Travail en collaboration avec le CREDOC dans l'objectif d'appréhender quantitativement et qualitativement les besoins en main-d'œuvre des employeurs sur l'ensemble du territoire français.

### LES PUBLICS PRIORITAIRES DE LA FORMATION

Le plan d'investissement dans les compétences (PIC) à France Travail définit des publics prioritaires pour lesquels la valeur ajoutée de la formation sur l'accès à l'emploi a été évaluée comme la plus grande. Ces publics prioritaires sont :

- les bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les bénéficiaires du RSA
- les publics sans diplôme ou ayant un diplôme inférieur au BAC
- les publics âgés de 55 ans ou plus
- les publics âgés de moins de 26 ans avec un diplôme inférieur à BAC+2

### TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI (TAE)

Le TAE est un indicateur utilisé par France Travail qui mesure la part de demandeurs d'emploi en catégorie A ou B ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B dans les 6 mois suivants.



## En savoir plus

### FRANCE TRAVAIL

[Données chiffrées](#)

[Chômage et demandeurs d'emploi](#)

[Observatoire de l'emploi en Île-de-France](#)

### DARES

[Demande d'emploi par région](#)

### INSEE

[Tableau de bord de la conjoncture : Île-de-France](#)

### URSSAF

[Employeurs](#)

Directrice de la publication  
Nadine CRINIER

Directeur de la rédaction  
Stephan JOLY

Réalisation  
Service des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail Île-de-France  
15 rue Henri Rol-Tanguy  
93 100 Montreuil

 [francetravail.org](https://francetravail.org)

